



Préfecture

Cabinet du Préfet
Sécurité Intérieure et Ordre Public
affaire suivie par : MC

Grenoble, le 27 SEP. 2017

Le préfet,
à
Monsieur le Maire de St Martin d'Hères

Objet : étude de sécurité publique relative au projet « les halles Neyrpic »

En application des dispositions énoncées aux articles L114-1 et suivants du code de l'urbanisme, les projets d'aménagement ainsi que la réalisation des équipements collectifs et des programmes de construction susceptibles d'avoir des incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, donnent lieu à une étude préalable de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences.

A ce titre, la sous-commission départementale pour la sécurité publique, compétente pour se prononcer en la matière et réunie le 31 juillet 2017, a procédé à l'examen de l'étude de sécurité publique relative au projet de construction d'un centre commercial et de loisirs intitulé « les halles Neyrpic » prévu sur le territoire de la commune de Saint Martin d'Hères, sous la maîtrise d'ouvrage de la société «Les Halles Neyrpic».

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le procès-verbal de ladite réunion et de vous informer que cette étude a reçu un avis favorable assorti des prescriptions suivantes :

- une commande à distance de la fermeture des accès à la galerie commerciale en cas d'attaque armée ou d'agression en bande organisée, à l'aide d'une télécommande pour mettre à distance les cibles de l'agresseur, l'agent de sécurité présent sur place gardant un visuel sur le rideau métallique afin d'éviter des accidents graves en cas de verrouillage imprévu,
- une exigence de gestion stricte et contrôlée des accreditifs ; « la programmation des badges prendra en compte différents paramètres d'autorisation : les catégories d'utilisateurs, les horaires d'utilisations, les zones d'accès autorisées... »,
- une passerelle fermée ou d'une hauteur de cloison suffisante, afin de parer aux attaques terroristes et aux jets de projectiles,
- la présence d'un agent de sûreté aux entrées principales du centre et pas seulement en temps Vigipirate « sécurité renforcée » et « urgence attentat »,
- l'identification d'une salle pouvant faire office de salle de crise ;
- une zone de stationnement pour les véhicules du personnel qui n'aura pas accès au parking public avant 10h00 et après 01h00 ; prise en compte du risque d'agression auquel est exposé le personnel de restauration après la fermeture de leur établissement à 01h00 du matin ;

- il appartiendra à la commission départementale de sécurité des transports de fond de trancher sur le dispositif qui devra être mis en place. Elle devra être saisie par le maître d'ouvrage.

La prise en compte de ces prescriptions sera vérifiée lors de la visite de réception préalable à l'ouverture du centre.

Le préfet

*Pour le Préfet et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet*

Charles BARBIER

PRÉFET DE L'ISÈRE

Préfecture

Cabinet du Préfet
Bureau Sécurité intérieure et Ordre public

Grenoble, le 15 SEP. 2017

Affaire suivie par : MC

**Procès verbal de la sous-commission départementale
pour la sécurité publique du 31 juillet 2017**

La sous-commission départementale pour la sécurité publique s'est réunie le 31 juillet 2017 sous la présidence de Madame Marie CIULLO, cheffe du bureau Sécurité Intérieure et Ordre Public, représentant le Directeur de Cabinet du Préfet de l'Isère, Alexander GRIMAUD.

La sous-commission départementale pour la sécurité publique est compétente pour rendre un avis sur les études de sécurité publique qui lui sont soumises, conformément aux articles R111-48, R111-49, R311-5-1, R311-6 et R424-5-1 du code de l'urbanisme et à l'article R123-45 du code de la construction et de l'habitation.

Personnes présentes :

- Colonel David NAVET, groupement de gendarmerie de l'Isère,
- Commandant Pascal CUGNOD, chef du service analyse et évolution des risques, SDIS 38,
- Adjudant Simon KLEIN, référent sûreté, GGD 38
- Madame Stéphanie BELVEZE, référent sûreté la DDSP 38
- Monsieur Jacques LIONET, adjoint au responsable du service logement et construction, DDT 38,
- Monsieur Thomas POUDEROUX, chef du projet « Isère Aménagement »,
- Madame Anne-Laure GRAZIANI, chef du service urbanisme, mairie de Pont-de-Claix,
- Madame Nicole LECASSE, directrice de l'aménagement, Mairie de Saint Martin d'Hères,
- Monsieur Christophe NOURTIER, directeur du patrimoine de la société Apsys,
- Monsieur Julien BOUBECQ, bureau Véritas,
- Monsieur Clément GUIHOT, directeur d'opération de la société Apsys,
- Madame Sibylle POHLER, chef de projet et architecte, Société Edouard François.

Le quorum étant atteint, Madame la cheffe du bureau Sécurité Intérieure et Ordre Public ouvre la séance et les dossiers inscrits à l'ordre du jour sont examinés.

Projet « Les Halles Neyrpic » - création d'un centre commercial et de loisirs à Saint Martin d'Hères

Le projet étant classé établissement recevant du public (ERP) de 1ère catégorie et localisé dans une agglomération de plus de 100 000 habitants, il est soumis à l'obligation de réalisation d'une étude de sûreté et de sécurité publique.

Le but du projet est la création d'un centre commercial sur un ancien site industriel comprenant 3 bâtiments de 48 422 m² (47 980) de surface plancher, situé au coeur de la Commune de Saint Martin d'Hères.

- une commande à distance de la fermeture des accès à la galerie commerciale en cas d'attaque armée ou d'agression en bande organisée, à l'aide d'une télécommande pour mettre à distance les cibles de l'agresseur, l'agent de sécurité présent sur place gardant un visuel sur le rideau métallique afin d'éviter des accidents graves en cas de verrouillage imprévu,
- une exigence de gestion stricte et contrôlée des accreditifs ; « la programmation des badges prendra en compte différents paramètres d'autorisation : les catégories d'utilisateurs, les horaires d'usages, les zones d'accès autorisées... »,
- une passerelle fermée ou d'une hauteur de cloison suffisante, afin de parer aux attaques terroristes et aux jets de projectiles,
- la présence d'un agent de sûreté aux entrées principales du centre et pas seulement en temps Vigipirate « sécurité renforcée » et « urgence attentat »,
- l'identification d'une salle pouvant faire office de salle de crise ;
- une zone de stationnement pour les véhicules du personnel qui n'aura pas accès au parking public avant 10h00 et après 01h00 ; prise en compte du risque d'agression auquel est exposé le personnel de restauration après la fermeture de leur établissement à 01h00 du matin ;
- il appartiendra à la commission départementale de sécurité des transports de fond de trancher sur le dispositif qui devra être mis en place. Elle devra être saisie par le maître d'ouvrage.

La prise en compte de ces prescriptions sera vérifiée lors de la visite de réception préalable à l'ouverture du centre.

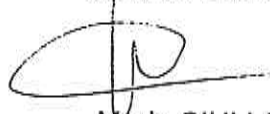
Projet urbain ZAC Les Minotiers à Pont-de-Claix

Le projet ZAC "Les Minotiers" est un projet urbain dont le périmètre opérationnel couvre une surface d'environ 25 ha et dont la vocation est de répondre aux enjeux de développement démographique et économique de la commune de Pont-de-Claix. Situé sur le nord de la commune, le projet de ZAC "Les Minotiers" tend à offrir 1 900 logements correspondant à plus de 130 000m² de surface de plancher et environ 35 000m² de surface plancher dédié à l'activité.

La sous-commission est appelée à se prononcer sur le cahier des charges de ce projet qui a déjà été examiné à l'occasion de la dernière réunion du 14 juin 2017, à l'occasion de laquelle elle a décidé de surseoir à se prononcer, compte tenu de l'envergure du projet et des points qui restaient à préciser.

Le cahier des charges réactualisé en fonction des préconisations formulées dans l'évaluation du référent sûreté emporte un avis favorable à l'unanimité.

Pour le préfet et par délégation,
le chef du bureau Sécurité Intérieure
et l'Ordre Public



Marie CIULLO